

**Rapport du Conseil d'administration
Assemblée Générale Mixte
du 31 mai 2021**

1. Exposé des motifs des résolutions à titre ordinaire

1.1. Approbation des comptes et affectation du résultat (première à troisième résolutions)

Il vous est demandé d'approuver les comptes sociaux (première résolution) et consolidés (deuxième résolution) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ainsi que la proposition d'affectation du résultat de cet exercice (troisième résolution).

Dans le contexte de la crise sanitaire liée au Covid-19, les comptes sociaux de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 font apparaître une perte de 122 782 134,88 euros (première résolution) et les comptes consolidés au titre du même exercice une perte (part du Groupe) de 378 760 897 euros (deuxième résolution).

En ligne avec la politique de distribution de dividendes au sein du groupe Faurecia et compte tenu du montant du report à nouveau antérieur, il vous est proposé de fixer le dividende à un (1) euro (brut) par action, ce qui correspond à un montant global de 138 035 801 euros (troisième résolution). Il est précisé que la date de mise en paiement du dividende interviendra le 7 juin 2021, la date de détachement le 3 juin 2021 et la *record date* le 4 juin 2021. Lorsqu'il est versé à des personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit, à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A,1 du Code général des impôts), soit, sur option expresse, irrévocable et globale du contribuable, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après un abattement de 40 % (articles 200 A,2 et 158 du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %. Le solde du bénéfice distribuable sera affecté au compte « report à nouveau » (troisième résolution).

Il vous est enfin demandé d'approuver le montant global des dépenses et charges visées au 4° de l'article 39 du Code général des impôts, soit la somme de 159 294,79 euros, qui correspond à la part non déductible des loyers des véhicules de tourisme, ainsi que l'impôt correspondant qui s'est élevé à 49 381,38 euros.

1.2. Conventions dites réglementées (quatrième résolution)

Il vous est demandé, au vu du rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées, de prendre acte de l'absence de nouvelle convention réglementée visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclue au cours de l'exercice 2020.

1.3. Gouvernance (cinquième à neuvième résolutions)

1.3.1. Ratification de cooptation (cinquième résolution)

A la suite de la démission, le 12 janvier 2021, des trois administrateurs nommés sur proposition de PSA conformément aux engagements pris dans le cadre de la fusion entre PSA et FCA, le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité de gouvernance et des nominations, a décidé, lors de sa réunion du 19 février 2021, de coopter Jean-Bernard Lévy en qualité d'administrateur en remplacement d'Olivia Larmaraud, avec effet immédiat. Cette cooptation est effectuée pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Jean-Bernard Lévy assure également la Présidence du Comité de gouvernance, des nominations et du développement durable. Conformément aux dispositions légales applicables, il vous est proposé de ratifier la cooptation de Jean-Bernard Lévy en qualité d'administrateur.

Jean-Bernard Lévy

Jean-Bernard Lévy, de nationalité française, est Président-Directeur général d'EDF. Son expérience de dirigeant exécutif de société cotée, associée à sa vision et sa connaissance des sujets industriels et stratégiques, renforce la compétence du Conseil d'administration dans ces domaines. Son expérience dans le secteur de l'énergie est également importante, en considération de l'engagement de Faurecia dans les nouvelles mobilités, notamment hydrogène.

Il est considéré comme indépendant au sens du Code AFEP-MEDEF.

Jean-Bernard Lévy détient, à la date du présent rapport, 500 actions de la Société.

1.3.2. Renouvellement d'administrateurs (sixième à huitième résolutions)

Il est proposé à l'assemblée générale de renouveler les mandats d'administrateur de Patrick Koller (sixième résolution), de Penelope Herscher (septième résolution) et de Valérie Landon (huitième résolution) qui arrivent à échéance à l'issue de cette assemblée générale. Ces renouvellements seraient effectués pour 4 ans, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2025 sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les renouvellements qui vous sont proposés s'inscrivent dans le cadre de la politique de diversité du Conseil d'administration décrite à la section 3.1.2.5. « Politique de diversité au sein du Conseil d'administration » du Document d'enregistrement universel 2020.

Patrick Koller

Patrick Koller, qui a la double nationalité française et allemande, est Directeur général de la Société depuis le 1^{er} juillet 2016 et administrateur depuis le 30 mai 2017.

La présence du Directeur général au sein du Conseil d'administration permet de bénéficier de sa pleine contribution aux travaux de celui-ci, notamment s'agissant de la définition de la stratégie du Groupe, et de sa connaissance des enjeux auxquels le Groupe est confronté au sein d'un secteur automobile en pleine transformation. Son apport et son expérience de dirigeant exécutif sont également importants pour le Conseil d'administration et participent à l'équilibre de la composition du Conseil et à la complémentarité des profils, et ce conformément aux objectifs de la politique de diversité.

Patrick Koller détient, à la date du présent rapport, 87 939 actions de la Société.

Penelope Herscher

Penelope Herscher, qui a la double nationalité américaine et britannique, est administratrice/Présidente de sociétés.

Elle est administratrice de la Société depuis le 30 mai 2017 et membre du Comité de gouvernance, des nominations et du développement durable.

Elle est considérée comme indépendante au sens du Code AFEP-MEDEF.

Penelope Herscher bénéficie d'une expérience étendue dans le domaine du digital acquise au sein de sociétés de la Silicon Valley. Ce domaine occupe une place importante et croissante dans la stratégie du Groupe. De par l'exercice des fonctions de Présidente du Conseil d'administration de Lumentum Operations LLC, société cotée aux Etats-Unis, et son appartenance au Conseil d'autres sociétés cotées et non cotées nord-américaines, elle apporte également au Conseil d'administration et au Comité de gouvernance, des nominations et du développement durable son expérience, avec un éclairage anglo-saxon, sur les pratiques de gouvernement d'entreprise.

Penelope Herscher détient, à la date du présent rapport, 500 actions de la Société.

Valérie Landon

Valérie Landon, de nationalité française, est *Vice-Chairman Investment Banking & Capital Markets* de Credit Suisse.

Elle est administratrice de la Société depuis le 12 octobre 2017 et membre du Comité d'audit.

Elle est considérée comme indépendante au sens du Code AFEP-MEDEF.

Valérie Landon dispose d'une expertise reconnue sur les sujets bancaires et financiers acquise au cours de sa carrière notamment au sein de Credit Suisse dont elle est actuellement *Vice-Chairman Investment Banking & Capital Markets*. Dans un environnement d'incertitudes financières en particulier, le Conseil d'administration ainsi que le Comité d'audit dont elle est membre peuvent s'appuyer sur ses compétences.

Valérie Landon détient, à la date du présent rapport, 500 actions de la Société.

1.3.3. Nomination d'un administrateur (neuvième résolution)

Le mandat d'administrateur de Robert Peugeot arrive à échéance à l'issue de la présente assemblée générale.

Dans le contexte de la fusion entre PSA et FCA ainsi que de la distribution des actions de la Société par Stellantis, les sociétés Peugeot Invest (précédemment dénommée FFP) et Etablissements Peugeot Frères ont procédé à une opération de réorganisation interne et mis en place un véhicule dédié au secteur automobile, la société Peugeot 1810. Cette société détient l'ensemble de leurs participations dans Stellantis et dans Faurecia. A la suite de la distribution des actions de la Société par Stellantis, la famille Peugeot est devenue, par l'intermédiaire de Peugeot 1810, l'un des premiers actionnaires de la Société

(4 328 380 actions à la date du présent rapport, représentant 3,14 % du capital).

Dans la continuité de la représentation de la famille Peugeot au sein du Conseil d'administration, et compte tenu de ses principes de gouvernance internes qui conduisent à privilégier et généraliser la représentation du groupe familial au sein des organes de gouvernance de ses participations par des personnes morales, il est proposé à l'assemblée générale de nommer la société Peugeot 1810 en qualité d'administratrice, pour une durée de 4 ans. Le représentant permanent qui sera désigné par la société Peugeot 1810 au Conseil d'administration sera Robert Peugeot.

Société Peugeot 1810, représentée par Robert Peugeot

La société Peugeot 1810, représentée par Robert Peugeot, n'est pas considérée comme indépendante au sens du Code AFEP-MEDEF compte tenu de la situation de Robert Peugeot (non-indépendant).

Informations sur Robert Peugeot

Robert Peugeot, de nationalité française, est Président du Conseil d'administration de Peugeot Invest. Il est administrateur de la Société depuis le 29 mai 2007 et membre du Comité d'audit.

La désignation de Robert Peugeot en qualité de représentant permanent permet au Conseil d'administration de continuer à compter parmi ses membres un spécialiste du secteur automobile et de la gestion de participations. Fort de son expérience de dirigeant exécutif acquise au sein de Peugeot Invest, société cotée, et de membre non exécutif de plusieurs sociétés cotées et non cotées, il apporte au Conseil d'administration son expérience sur les pratiques de gouvernement d'entreprise. L'exercice de l'ensemble de ces fonctions lui confère également une grande expertise des sujets financiers et de gestion des risques. Il siège à ce titre au sein du Comité d'audit de Safran et apporte également cette expérience au Comité d'audit de Faurecia dont il est devenu membre le 16 avril 2021.

Robert Peugeot détient personnellement, à la date du présent rapport, 500 actions de la Société.

Pour plus d'informations sur le parcours, l'expérience et les compétences des administrateurs / du représentant permanent dont le renouvellement ou la nomination est proposée, nous vous invitons à vous référer aux sections 3.1.2.2. « Expertise, fonctions et mandats des administrateurs en fonction à la date du Document d'enregistrement universel » et 3.1.2.5. « Politique de diversité au sein du Conseil d'administration ».

En conséquence, à l'issue de la présente assemblée générale, le nombre d'administrateurs composant le Conseil d'administration de votre Société demeurerait inchangé à 13 membres, dont deux administrateurs représentant les salariés. Il comprendrait (hors administrateurs représentant les salariés) (i) 82 % d'administrateurs indépendants, illustrant la forte indépendance de la composition du Conseil d'administration et (ii) 46 % de femmes, ce qui est supérieur aux dispositions légales applicables.

1.4. Approbation de la rémunération des mandataires sociaux (dixième résolution)

Les actionnaires sont appelés, en application de l'article L. 22-10-34, I du Code de commerce, à approuver les informations portant sur la rémunération de l'ensemble des mandataires sociaux, à savoir le Président du Conseil d'administration, le Directeur général et les administrateurs, visées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce.

Ces informations portent sur la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués aux mandataires sociaux (y compris la rémunération versée ou attribuée aux administrateurs) mais également sur d'autres éléments plus généraux permettant notamment d'apprécier la répartition entre les parts fixe et variable, le niveau de rémunération des dirigeants mandataires sociaux au regard de la performance de la Société ou encore la mise en œuvre de la politique de rémunération.

Ces informations figurent au chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise », sections 3.3.1 « Rémunération des dirigeants mandataires sociaux au titre des exercices 2019 et 2020 » et 3.3.2 « Rémunération des administrateurs au titre des exercices 2019 et 2020 » du Document d'enregistrement universel 2020.

1.5. Approbation de la rémunération versée au cours/attribuée au titre du précédent exercice aux dirigeants mandataires sociaux (vote ex post) (onzième et douzième résolutions)

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-34, II du Code de commerce, il vous est demandé d'approuver les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre du même exercice

au Président du Conseil d'administration (onzième résolution) et au Directeur général (douzième résolution).

Vote ex post sur la rémunération du Président du Conseil d'administration (onzième résolution)

Les éléments de rémunération versés ou attribués en 2020 à Michel de Rosen l'ont été conformément à la politique de rémunération 2020 du Président du Conseil d'administration approuvée à 99,99 % par l'assemblée générale du 26 juin 2020, au titre de la quinzième résolution, telle que mise en œuvre par le Conseil d'administration.

Ces éléments de rémunération sont décrits au chapitre 3, « Gouvernement d'entreprise », sections 3.3.1.1 « Rémunération du Président du Conseil d'administration » et 3.3.1.4.1, « Synthèse des éléments de la rémunération du Président du Conseil d'administration versés au cours de l'exercice 2020 ou attribués au titre du même exercice » du Document d'enregistrement universel 2020.

Vote ex post sur la rémunération du Directeur général (douzième résolution)

Les éléments de rémunération versés ou attribués en 2020 à Patrick Koller l'ont été conformément à la politique de rémunération 2020 du Directeur général qui a été approuvée à 96,69 % par l'assemblée générale du 26 juin 2020, au titre de la seizième résolution, telle que mise en œuvre par le Conseil d'administration.

L'exercice 2020 a été marqué par la crise historique liée à la pandémie de Covid-19. Le secteur automobile, comme la plupart des secteurs industriels, a été très lourdement impacté par cette crise, particulièrement au premier semestre 2020. L'évolution de la rémunération du Directeur général en 2020, dont une part significative est assise sur la performance du Groupe, reflète l'ampleur de cette crise.

Outre les engagements significatifs pris par le Directeur général dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 (renonciation aux augmentations de la rémunération fixe et du plafond d'attribution des actions de performance pour 2020 et réduction des versements mensuels de la rémunération fixe de 20 % sur l'ensemble du deuxième trimestre 2020), la rémunération annuelle variable au titre de 2020 est en forte baisse par rapport à celle de l'année précédente (-79 % versus 2019). Le niveau global de sa rémunération relative à l'exercice 2020 est, en conséquence des engagements pris et de la crise sanitaire liée au Covid-19, significativement inférieur à celui relatif à l'exercice 2019.

Le Conseil d'administration a souhaité ne procéder à aucun ajustement ou modification de la politique de rémunération pour 2020, du fait de la crise sanitaire liée au Covid-19, lors de la mise en œuvre de celle-ci, afin que la rémunération du Directeur général reflète, sans aucun amortisseur, l'impact de la crise comme pour l'ensemble des parties prenantes et notamment les actionnaires et les salariés du Groupe.

La rémunération 2020 du Directeur général est décrite au chapitre 3, « Gouvernement d'entreprise », sections 3.3.1.2 « Rémunération du Directeur général » et 3.3.1.4.2, « Synthèse des éléments de la rémunération du Directeur général versés au cours de l'exercice 2020 ou attribués au titre du même exercice » du Document d'enregistrement universel 2020.

1.6. Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux (treizième à quinzième résolutions)

Conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-8, II du Code de commerce, il vous est demandé d'approuver les politiques de rémunération applicables au Président du Conseil d'administration (quatorzième résolution), au Directeur général (quinzième résolution) et aux administrateurs (treizième résolution).

Les politiques de rémunération des mandataires sociaux figurent dans le chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise », section 3.3.4.1 « Politique de rémunération des mandataires sociaux » du Document d'enregistrement universel 2020¹.

Il est notamment précisé que :

- Les politiques de rémunération du Président du Conseil d'administration et des administrateurs demeurent stables par rapport à 2020.
- La politique de rémunération du Directeur général s'inscrit dans la continuité de la précédente politique de rémunération approuvée en 2020. Un ajout a été intégré à l'effet de prévoir une rémunération variable non récurrente de long terme destinée à renforcer la fidélisation de l'équipe de Management et à inciter à une performance boursière supérieure à la médiane d'un panel

¹ Les mandataires sociaux sont par ailleurs bénéficiaires du plan d'épargne groupe de Faurecia et pourront, s'ils le souhaitent, y effectuer des versements volontaires dans le cadre de l'opération d'actionnariat salarié Faur'ESO.

d'entreprises comparables (*Executive Super Performance Initiative*), après la réalisation de la distribution des actions de la Société par Stellantis.

En effet, après avoir été contrôlée pendant plus de vingt ans, la Société a connu fin mars 2021 une évolution transformante avec la distribution de ses actions détenues par Stellantis, son principal actionnaire, à ses propres actionnaires. Si la distribution des actions de Faurecia était envisagée dès la première communication sur la fusion entre PSA et FCA en date du 31 octobre 2019, le calendrier de cette distribution a été modifié : la distribution a été effectuée après la réalisation de la fusion (et non avant comme initialement prévu), et par conséquent, à l'ensemble des actionnaires de Stellantis et non aux seuls actionnaires de PSA. Cette évolution a un impact significatif sur la base actionnariale de la Société, avec un nombre plus important d'investisseurs anglo-saxons, notamment issus de l'actionnariat de FCA.

Lors des échanges intervenus avec les futurs investisseurs avant la mise en œuvre de la distribution, un certain nombre de ces nouveaux investisseurs ont fait part de leur préoccupation quant à la rétention des membres du Comité exécutif à l'issue de la réalisation de cette opération, à une période où la stabilité de cette équipe est cruciale.

En outre, la distribution des actions Faurecia augmente la visibilité de la Société sur le marché ainsi que l'attractivité de l'équipe dirigeante. Cette attractivité est renforcée par la capacité de cette équipe à surdélivrer comme l'a démontré la résilience du Groupe dans les années récentes.

En conséquence, dans l'intérêt des actionnaires et futurs actionnaires, il est apparu nécessaire au Conseil d'administration de renforcer la fidélisation de l'équipe du Comité exécutif. Reconnue collectivement comme un facteur clé du succès à long terme du Groupe, pendant une période suffisamment longue, celle-ci devra mettre en œuvre la stratégie de performance et de croissance de la Société visant à créer de la valeur sur le long terme dans le meilleur intérêt de toutes les parties prenantes.

Afin d'atteindre cet objectif principal, le Conseil d'administration entend mettre en place en 2021 un plan unique d'attribution d'actions de performance à long terme, dénommé « Executive Super Performance Initiative » (ESPI).

Les principales caractéristiques de ce plan, qui n'est pas récurrent, sont différentes de celles des plans d'actions de performance mis en place régulièrement par Faurecia et sont les suivantes :

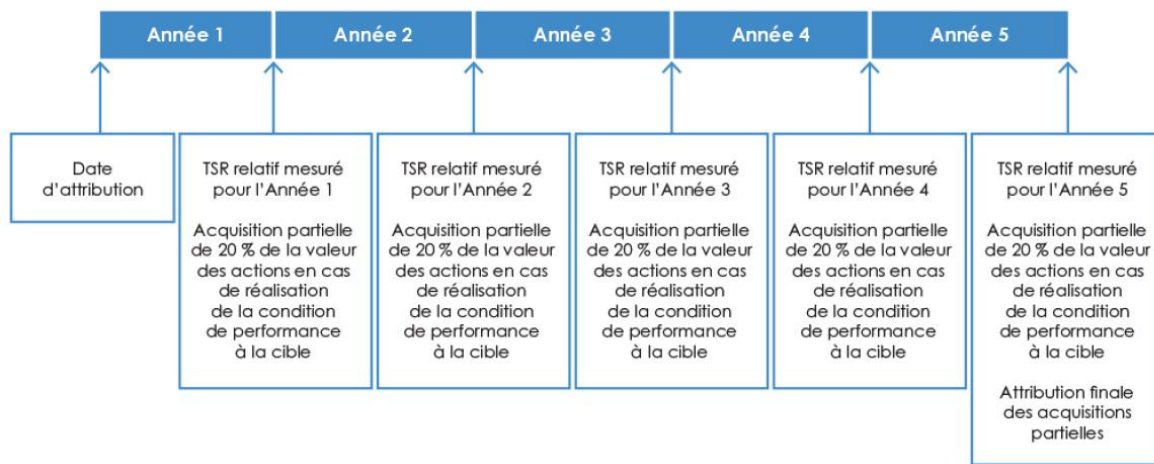
- Bénéficiaires : le plan concernera l'ensemble des membres du Comité exécutif, y compris le Directeur général ;
- Durée : la période d'acquisition sera de cinq ans, sans période de conservation. Cette durée de cinq ans est généralement privilégiée dans les cas de transformation majeure et vise à assurer une stabilité sur l'ensemble de la période, stratégique, consécutive à la distribution des actions. Le bénéficiaire devra être présent pendant toute la durée de la période d'acquisition, sauf exceptions usuelles (décès, invalidité), étant précisé que l'exception liée à la retraite ne pourra être mise en œuvre qu'à l'issue d'une période d'au moins trois ans à compter de la date d'attribution, sur décision discrétionnaire du Conseil d'administration. Dans un tel cas, les droits seront proratisés ;
- Versement total maximum : le montant maximum de l'attribution pour chaque bénéficiaire ne peut représenter, à la date d'attribution, plus de 300 % de sa rémunération annuelle fixe, plafonné à 2 000 000 d'euros (ce qui sera le cas pour le Directeur général qui ne pourra donc bénéficier au maximum que de 200% de sa rémunération annuelle fixe) ;
- Performance : la performance sera évaluée par une seule condition, le *Total Shareholder Return* (TSR) relatif. Cette condition, dont les objectifs très exigeants sont décrits ci-dessous, est conforme aux pratiques de marché et récompense la création de valeur à long terme. Elle garantit à ce titre l'alignement du plan avec les intérêts des actionnaires. L'évaluation de la performance sera effectuée tout au long de la période d'acquisition de cinq ans :
 - Par rapport au TSR d'un groupe de référence qui sera le même que celui utilisé pour évaluer la condition de croissance du revenu net par action utilisé dans le cadre des plans d'attribution d'actions réguliers mis en place par Faurecia. La valeur utilisée pour le calcul du TSR sera la moyenne du cours de l'action sur l'année précédant l'évaluation.
 - Le niveau de réalisation de la condition de performance est constaté chaque année. Le montant global de l'attribution définitive sera connu à l'issue de la période de cinq ans et sera égal à la somme des cinq années d'acquisition partielle. Ce mécanisme est destiné à récompenser la création de valeur pour les actionnaires sur l'ensemble de la période, année après année, et à éviter l'impact de la volatilité potentielle du marché non

représentative de la performance sur l'ensemble de la période (une évaluation sur une fenêtre courte à la fin de la période pouvant entraîner une acquisition non représentative de la performance sur l'ensemble de la période).

Le pourcentage de l'acquisition partielle pour l'année N est déterminé en mesurant la position du percentile du TSR de Faurecia par rapport à celle du groupe de référence pour la même période :

- si la performance du TSR se situe au 50^{ème} percentile (seuil de déclenchement), le nombre d'actions attribuées pour l'année N est égal à 50 % de la tranche de l'année N ;
- si la performance du TSR est \geq au 75^{ème} percentile (objectif), le nombre d'actions attribuées pour l'année N est égal à 100 % de la tranche pour l'année N ;
- entre le seuil et l'objectif, la progression de l'attribution est linéaire.

Calendrier d'attribution



1.7. Programme de rachat d'actions (seizième résolution)

Il vous est demandé de renouveler l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020 au titre de sa dix-septième résolution au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les titres de la Société dans les conditions décrites ci-dessous.

Les rachats d'actions de votre Société seraient réalisés en vue :

- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou de plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation ou de cession d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ;
- d'assurer la couverture des engagements pris par la Société au titre de contrats financiers ou d'options avec règlement en numéraire consentis aux salariés et/ou aux mandataires sociaux du Groupe ;
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la Société ;
- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- de procéder à l'annulation d'actions ;
- d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Faurecia par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le programme serait également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par les autorités de marché, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la législation et à la réglementation en vigueur ou qui viendraient à être applicables. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les actions pourraient, en tout ou partie, selon le cas, être acquises, cédées, échangées ou transférées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur tous marchés, y compris sur les systèmes multilatéraux de négociations (MTF) ou via un internalisateur systématique, ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs d'actions (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce biais), dans tous les cas, soit directement, soit indirectement, notamment par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement. Ces moyens incluent l'utilisation de mécanismes optionnels ou d'instruments dérivés dans le cadre de la réglementation applicable.

Les plafonds en nombre de titres ou de montants seraient les suivants :

- le nombre maximal d'actions pouvant être achetées ne pourrait à aucun moment excéder 10 % du nombre total des actions composant le capital social (soit à titre indicatif 13 803 580 actions à la date du 31 décembre 2020) ;
- le prix maximum d'achat serait de 110 euros par action (hors frais d'acquisition) – prix inchangé par rapport à la précédente résolution ;
- le montant maximal d'achat théorique du programme (hors frais d'acquisition) s'élèverait à 1 518 393 800 euros.

Ces opérations pourront être réalisées aux périodes que le Conseil d'administration apprécierait. Toutefois, en période d'offre publique, les rachats ne pourraient être réalisés que sous réserve qu'ils :

- permettent à la Société de respecter des engagements souscrits par cette dernière préalablement à l'ouverture de la période d'offre ;
- soient réalisés dans le cadre de la poursuite d'un programme de rachat d'actions déjà en cours ;
- ne soient pas susceptibles de faire échouer l'offre ; et
- s'inscrivent uniquement dans l'un des objectifs visés ci-dessus aux points a) et b) (remise d'actions aux bénéficiaires de *stock-options*, d'actions gratuites, plan d'épargne ou participation aux résultats de l'entreprise ; couverture d'engagements de la Société au titre de contrats financiers ou d'options avec règlement en numéraire).

L'autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois et mettrait fin à l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020 au titre de sa dix-septième résolution.

2. Exposé des motifs des résolutions à titre extraordinaire

2.1. Autorisations et délégations financières (dix-septième à vingt-et-unième résolutions)

Comme en 2019 et en 2020, il vous est demandé de renouveler les autorisations et délégations financières qui ont été accordées au Conseil d'administration par l'assemblée générale. Ces autorisations et délégations, qu'elles soient avec maintien du droit préférentiel de souscription, avec suppression du droit préférentiel de souscription ou sans droit préférentiel de souscription, permettraient à votre Société de réaliser des opérations financières en fonction des conditions de marché et de réunir rapidement les moyens nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de croissance et de consolidation du Groupe.

2.1.1. Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription (dix-septième résolution)

Les opérations réalisées en vertu de cette résolution seraient réservées aux actionnaires de la Société.

Les titres qui pourraient être émis seraient des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou d'une filiale.

Les actionnaires bénéficieraient, dans les conditions prévues par la loi, d'un droit préférentiel de souscription négociable. Les souscriptions seraient effectuées à titre irréductible et, si le Conseil d'administration le décidait, à titre réductible. Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible, n'absorbent pas la totalité d'une émission, le Conseil d'administration pourrait utiliser, dans l'ordre qu'il déterminerait, les facultés offertes par la loi.

Il est précisé que cette délégation pourrait également être utilisée à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres, soit par attribution d'actions gratuites, soit par élévation de la valeur nominale des actions existantes, soit par la combinaison de ces deux modalités.

Le prix de souscription des actions et/ou des valeurs mobilières susceptibles d'être émises en application de cette délégation serait fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

Les plafonds en capital et en dette fixés pour la présente délégation seraient les suivants :

- plafond capital : 290 millions d'euros, ce qui représente 30,01 % du capital de la Société au 31 décembre 2020. Il s'agirait d'un plafond global pour l'ensemble des augmentations de capital (émissions au titre des dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingt-et-unième résolutions) (hors actions de performance et augmentations de capital réservées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié) ;
- plafond dette : 1 milliard d'euros. Il s'agirait d'un plafond global pour l'ensemble des émissions de titres de créance (émissions au titre des dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingt-et-unième résolutions), à l'exception des émissions réservées dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la délégation.

Le Conseil d'administration ne pourrait, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette délégation de compétence, qui serait consentie pour une durée de 26 mois, priverait d'effet la délégation accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020 aux termes de sa dix-huitième résolution.

2.1.2. Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, par (i) voie d'offres au public (dix-huitième résolution) et (ii) par placement privé (dix-neuvième résolution)

Les opérations en vertu de ces résolutions seraient ouvertes au public et/ou effectuées par placement privé, donc réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Les titres qui pourraient être émis seraient des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou d'une filiale.

Les émissions pourraient être réalisées (i) par voie d'offres au public (sauf émissions visées au (ii) ci-dessous), avec cependant la possibilité pour le Conseil d'administration d'instituer un droit de priorité non négociable au profit des actionnaires (dix-huitième résolution) ou (ii) par une offre s'adressant exclusivement au profit d'un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre ou à des investisseurs qualifiés (dix-neuvième résolution). Il est précisé que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission, le Conseil d'administration pourrait décider de limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions, sous réserve qu'il atteigne les trois-quarts de l'émission et/ou répartir librement tout ou partie des titres non souscrits.

Il est également précisé que la délégation permettant d'émettre des titres par voie d'offres au public (dix-huitième résolution) pourrait également être utilisée à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange dans les conditions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce.

Le prix d'émission des actions serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours cotés de l'action de la Société lors des trois dernières séances de Bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant le début de l'offre, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %. Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum des actions émises défini ci-dessus.

Les plafonds en capital et en dette fixés pour la présente délégation seraient les suivants :

- plafond capital : 95 millions d'euros, ce qui représente 9,83 % du capital de la Société au 31 décembre 2020. Il s'agirait d'un plafond commun à ces deux résolutions (dix-huitième et dix-neuvième résolutions) et à la vingt-et-unième résolution (apports en nature de titres), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global de 290 millions d'euros. Il est rappelé, pour information, que le plafond serait, s'agissant des émissions réalisées au titre de la dix-neuvième résolution, largement inférieur à la limite fixée par la loi à 20 % du capital par an ;
- plafond dette : 1 milliard d'euros pour chacune des dix-huitième et dix-neuvième résolutions, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global de 1 milliard d'euros.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre les délégations.

Le Conseil d'administration ne pourrait, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage des délégations à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Ces délégations de compétence, qui seraient consenties pour une durée de 26 mois, priveraient d'effet les délégations accordées par l'assemblée générale du 26 juin 2020 aux termes des dix-neuvième et vingtième résolutions.

2.1.3. Autorisation à l'effet d'augmenter le montant des émissions initiales prévues aux dix-septième à dix-neuvième résolutions (vingtième résolution)

Cette autorisation permettrait à la Société, pendant un délai de 30 jours à compter de la clôture de la souscription, d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émissions réalisées (i) avec maintien du droit préférentiel de souscription (dix-septième résolution), (ii) avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres au public (dix-huitième résolution) et (iii) avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre s'adressant exclusivement au profit d'un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre ou à des investisseurs qualifiés (dix-neuvième résolution).

Le prix de souscription des actions ou des valeurs mobilières correspondrait au prix de l'émission initiale, décidé en application des dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième résolutions décrites ci-dessus.

Les opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation ne pourraient excéder la limite légale (à ce jour de 15 % de l'émission initiale) et s'imputeraient sur le plafond stipulé dans la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale.

Le Conseil d'administration ne pourrait, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de l'autorisation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette autorisation, qui serait consentie pour une durée de 26 mois, priverait d'effet l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020 aux termes de sa vingt-et-unième résolution.

2.1.4. Délégation à l'effet d'augmenter le capital social, sans droit préférentiel de souscription, en cas d'apports en nature consentis à la Société (vingt-et-unième résolution)

Les opérations réalisées en vertu de cette résolution ne seraient pas ouvertes aux actionnaires ou au public mais uniquement aux apporteurs de titres à la Société. Elles seraient réalisées sans droit préférentiel de souscription.

Les titres qui pourraient être émis seraient des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

Les émissions auraient pour objectif de rémunérer, par l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, les apports en nature de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital réalisés au profit de la Société.

Les plafonds en capital et dette fixés pour la présente délégation seraient les suivants :

- plafond capital : 95 millions d'euros, ce qui représente 9,83 % du capital de la Société au 31 décembre 2020 (ce qui est inférieur au plafond légal de 10 %). Il s'agirait d'un plafond commun à cette résolution et aux deux résolutions avec suppression du droit préférentiel de souscription (dix-huitième et dix-neuvième résolutions), étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global de 290 millions d'euros ;
- plafond dette : 1 milliard d'euros, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le plafond global de 1 milliard d'euros.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la délégation.

Le Conseil d'administration ne pourrait, sauf autorisation préalable par l'assemblée générale, faire usage de la délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette délégation, qui serait consentie pour une durée de 26 mois, priverait d'effet l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020 aux termes de sa vingt-deuxième résolution.

2.2. Intéressement des salariés et des mandataires sociaux : autorisation d'attribuer des actions de performance emportant renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription (vingt-deuxième résolution)

Cette autorisation a pour objet de permettre à votre Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions de performance aux salariés et aux mandataires sociaux du Groupe dans les conditions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce. Les actions ainsi attribuées pourraient être des actions existantes ou à émettre.

Utilisation de l'autorisation du 26 juin 2020

L'assemblée générale du 26 juin 2020 avait, aux termes de sa vingt-troisième résolution, autorisé votre Conseil d'administration à consentir un nombre maximal de 2 000 000 d'actions de performance, le nombre total d'actions pouvant être attribuées aux mandataires sociaux ne pouvant dépasser 10 % de cette enveloppe. Le Conseil d'administration a fait usage de cette autorisation au cours de l'exercice 2020 : par décision du 22 octobre 2020, il a attribué un nombre maximal de 1 384 630 actions de performance, dont un nombre maximal de 61 140 actions au profit du Directeur général.

Tout ou partie du solde disponible pourra être utilisé pour l'attribution d'actions de performance dans le cadre du dispositif de rémunération variable de long terme spécifique destiné à la fidélisation de l'équipe de Management (Executive Super Performance Initiative), sous réserve, pour le Directeur général, de l'approbation de sa politique de rémunération pour 2021 par votre assemblée.

Nombre de plans d'actions de performance

De manière générale, et outre les deux plans qui ont été attribués en 2010, un plan d'actions de performance est attribué par votre Conseil d'administration chaque année. À ce jour, 12 plans ont été attribués sur la base des autorisations données par l'assemblée.

Bilan des précédents plans – réalisation des conditions de performance

La ou les conditions de performance attachées aux plans n°1, n°5 et n°6 ayant été atteintes au maximum, les actions ont été définitivement acquises par leurs bénéficiaires et livrées :

- pour le plan n°1, en juin 2012 (pour les résidents fiscaux français) et en juin 2014 (pour les bénéficiaires résidents fiscaux étrangers) ;
- pour le plan n°5, en juillet 2017 ;
- pour le plan n°6, en juillet 2018.

Pour les plans ci-dessous, les conditions n'ont pas été toutes atteintes au maximum :

- plan n°7 : taux global de réalisation de 116,5 % (107,5 % pour la condition interne liée au résultat net après impôt et 130 % pour la condition externe liée à la croissance pondérée du résultat par action, ce qui constitue, pour information, le maximum atteignable). Les actions ont été livrées à leurs bénéficiaires en juillet 2019 ;
- plan n°8 : taux global de réalisation de 108 % (93 % pour la condition interne liée au résultat net après impôt et 130 % pour la condition externe liée à la croissance pondérée du résultat par action, ce qui constitue, pour information, le maximum atteignable). Les actions ont été livrées à leurs bénéficiaires en juillet 2020 ;
- plan n°9 : taux global de réalisation de 89 % (62 % pour la condition interne liée au résultat net après impôt et 130 % pour la condition externe liée à la croissance pondérée du résultat par action, ce qui constitue, pour information, le maximum atteignable). Sous réserve de la réalisation de la condition de présence à la fin de la période d'acquisition, les actions seront livrées à leurs bénéficiaires en juillet 2021 ;

En revanche, les conditions de performance des plans n°2, n°3 et n°4 n'ayant pas été atteintes, aucune action n'a été acquise par les bénéficiaires au titre de ces plans. Il en est de même du plan n°10, attribué en 2018 avec appréciation de la performance au 31 décembre 2020, où aucune des conditions n'a été atteinte compte tenu de l'impact du Covid-19 sur l'industrie, et plus particulièrement sur le secteur automobile et le Groupe. En conséquence, à l'issue de la période d'acquisition du plan n°10, aucune action de performance ne sera acquise et livrée aux bénéficiaires au titre de ce plan.

Le taux de réalisation des conditions de performance des plans n°11 et n°12, respectivement attribués en 2019 et en 2020, ne sont pas encore connus.

Des informations détaillées sur les plans d'actions de performance échus ou en vigueur au cours de l'exercice 2020 figurent dans le Document d'enregistrement universel à la section 5.2.2 « Capital potentiel »¹.

Nouvelle autorisation

Aux termes de la nouvelle autorisation qui est soumise à votre vote, le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourrait dépasser, comme lors de la précédente autorisation, 2 000 000 d'actions². Il est précisé, en tant que de besoin, que les droits d'attribution qui deviendraient caducs du fait du non-respect des conditions prévues par le plan d'actions de performance concerné pourraient être réattribués, sous réserve que le nombre d'actions attribuées définitivement ne dépasse pas le plafond susvisé de 2 000 000 d'actions.

Le nombre total d'actions pouvant être attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourrait dépasser 10 % de l'enveloppe susvisée.

L'attribution des actions aux bénéficiaires serait définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée serait fixée par le Conseil d'administration, celle-ci ne pouvant être inférieure à trois ans. L'assemblée générale autoriserait le Conseil d'administration à prévoir ou non une période de conservation à l'issue de la période d'acquisition.

L'attribution définitive des actions serait, sur décision du Conseil d'administration, soumise aux conditions de performance suivantes :

- une condition interne liée au résultat net du Groupe avant ou après impôt et avant prise en compte d'éventuels événements exceptionnels. Cette condition interne est mesurée en comparant le résultat net au troisième exercice clos après la date d'attribution des actions de performance à celui prévu pour le même exercice dans le plan stratégique examiné et décidé par le Conseil d'administration ;
- une condition interne liée à la mixité homme/femme au sein de la catégorie « Managers et Professionnels » (population cadre) du Groupe. Cette condition interne est mesurée en comparant le pourcentage effectif des femmes dans la population cadre au troisième exercice clos après la date d'attribution des actions de performance avec le pourcentage cible fixé par le Conseil d'administration ;
- une condition externe liée à la croissance du revenu net par action de votre Société mesurée entre le dernier exercice clos avant la date d'attribution des actions et le troisième exercice clos après la date d'attribution des actions. Elle est comparée à la croissance pondérée pour la même période d'un groupe de référence constitué de 12 équipementiers automobiles mondiaux comparables.

Pour chacune des conditions de performance visées ci-dessus :

- un objectif chiffré minimum, cible et maximum est prévu. La méthode de calcul de l'écart entre ces différents seuils d'objectifs est communiquée dans le Document d'Enregistrement Universel pour chaque plan.
- l'attribution serait de :
 - 50% du nombre d'actions exprimé à la cible en cas d'atteinte du seuil minimum de l'objectif de la condition de performance,
 - 100 % du nombre d'actions exprimé à la cible en cas d'atteinte du seuil cible de l'objectif de la condition de performance, et
 - 130 % du nombre d'actions exprimé à la cible en cas d'atteinte du seuil maximum de l'objectif de la condition de performance.

Entre ces seuils, la progression est linéaire.

Alternativement ou en complément des conditions ci-dessus, le Conseil d'administration pourrait retenir des conditions de performance appréciées par rapport à un ou des critères spécifiques d'atteinte d'objectifs, de nature quantifiable et/ou qualitative.

¹ Les plans n° 1 à n° 7, qui sont échus, n'ont pas été repris dans le présent Document d'enregistrement universel 2020. Pour plus d'information sur ces plans (y compris les conditions de performance, les objectifs fixés et l'atteinte de ces objectifs), se référer au Document de référence 2018 de la Société, page 209 et au Document d'enregistrement universel 2019, page 330.

² Il est rappelé que, conformément à la loi, le nombre total d'actions attribuées ne peut excéder 10 % du capital social à la date de la décision d'attribution.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre l'autorisation.

Cette autorisation, qui serait consentie pour une durée de 26 mois, entrerait en vigueur le 31 juillet 2021 et priverait d'effet, à compter de cette date, l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020 aux termes de sa vingt-troisième résolution.

2.3. Actionnariat des salariés : délégations de compétence à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital/augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription (i) au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et (ii) réservées à une catégorie de bénéficiaires (vingt-troisième et vingt-quatrième résolutions)

Opération Faur'ESO

Comme annoncé lors de son *Capital Markets Day* du 22 février 2021 et dans son communiqué de presse en date du 16 mars 2021, la Société a souhaité mettre en place un plan d'actionnariat salarié non-dilutif à la suite de l'opération de distribution des actions Faurecia détenues par Stellantis. Ce plan, dénommé « Faur'ESO » (*Faurecia Employee Share Ownership*), a pour objectif de renforcer le lien existant avec les collaborateurs en les associant étroitement au développement et à la performance du Groupe. Cette première opération porte sur un maximum de 2 % du capital social de la Société et sera déployée dans 15 pays pour associer 90 % des collaborateurs du Groupe (y compris les mandataires sociaux).

Cette opération, qui est réalisée par augmentation de capital, met en œuvre la vingt-quatrième résolution de l'assemblée générale du 26 juin 2020 relative aux augmentations de capital réservées aux salariés. Il est rappelé, en tant que de besoin, que (i) cette résolution a déjà été approuvée par les actionnaires en 2020 et (ii) afin de neutraliser l'effet dilutif de Faur'ESO, le Conseil d'administration a autorisé une enveloppe dédiée au rachat d'actions dans la limite de 2 % du capital.

Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit d'une catégorie de bénéficiaires (vingt-quatrième résolution)

Compte tenu de la structuration de l'offre Faur'ESO, la résolution de l'assemblée générale du 26 juin 2020 utilisée dans le cadre de Faur'ESO ne permet pas de déployer l'offre dans tous les pays dans des conditions identiques. Afin de permettre d'offrir des formules similaires, en termes de profils économique, aux bénéficiaires concernés, il est demandé aux actionnaires d'accorder au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit d'une catégorie de bénéficiaires (vingt-quatrième résolution).

Le montant nominal maximal des augmentations de capital réalisées au titre de cette résolution serait de 0,6 %, étant précisé que ce montant s'imputerait sur le montant du plafond prévu à la vingt-quatrième résolution de l'assemblée générale du 26 juin 2020, soit 2 % du capital (ou toute résolution qui lui serait substituée ultérieurement).

Le prix serait égal à une moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription moins une décote ne dépassant pas 30 % ou à titre alternatif au prix arrêté par le Conseil d'administration ou le Directeur général sur subdélégation dans le cadre d'une opération concomitante réalisée dans le cadre de la vingt-quatrième résolution adoptée lors de l'assemblée générale du 26 juin 2020 (ou toute résolution qui lui serait substituée ultérieurement).

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la délégation.

Cette délégation serait consentie pour une durée de 18 mois à compter de l'assemblée générale.

Délégation de compétence à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (vingt-troisième résolution)

En outre, dans la mesure où (i) l'offre Faur'ESO utilise la vingt-quatrième résolution adoptée lors de l'assemblée générale du 26 juin 2020 et (ii) il convient de proposer aux actionnaires une augmentation de capital réservée aux salariés à chaque fois qu'une délégation d'augmentation en capital est demandée aux actionnaires, il est proposé d'accorder au Conseil d'administration une délégation de compétence à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise.

Le prix des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être inférieur de plus de 30 %, (ou de 40 % lorsque la durée

d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et L. 3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à dix ans), à une moyenne des cours cotés de l'action lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription ni supérieur à cette moyenne.

Les plafonds en capital et en dette fixés pour la présente délégation seraient les mêmes que ceux de la précédente résolution utilisée dans le cadre de Faur'ESO :

- plafond capital : 2 % du capital au jour de la présente assemblée ;
- plafond dette : 1 milliard d'euros.

Par ailleurs, le Conseil d'administration pourrait prévoir l'attribution d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre (i) de l'abondement qui pourrait être versé en application des règlements de plans d'épargne d'entreprise ou de groupe, et/ou (ii), le cas échéant, de la décote.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre la délégation.

Cette délégation prendrait effet le 31 juillet 2021 et priverait d'effet, à compter de cette date, pour la part non utilisée, la délégation donnée au Conseil d'administration par l'assemblée générale du 26 juin 2020 aux termes de sa vingt-quatrième résolution. Cette prise d'effet décalée est destinée à permettre de finaliser l'opération Faur'ESO mise en œuvre sur la base de la vingt-quatrième résolution accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020.

2.4. Annulation des actions autodétenues (vingt-cinquième résolution)

Le Conseil d'administration serait autorisé à réduire le capital par l'annulation de tout ou partie des actions que votre Société détient ou pourrait acquérir dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés dans la limite de 10 % du capital. Il est précisé que la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur valeur nominale pourrait être imputée sur tous postes de réserves et primes disponibles, y compris la réserve légale, dans la limite de 10% de la réduction de capital réalisée.

Cette autorisation, qui serait consentie pour une durée de 26 mois, priverait d'effet l'autorisation accordée par l'assemblée générale du 26 juin 2020 aux termes de sa vingt-cinquième résolution.

2.5. Modifications statutaires (vingt-sixième et vingt-septième résolutions)

2.5.1. Modification de l'article 30 des statuts relatif aux franchissements de seuils à l'effet de simplifier les modalités de notification (vingt-sixième résolution)

Il a été constaté, dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19, que les modalités de notification des seuils statutaires n'étaient plus adaptées au nouveau contexte. Il est donc proposé aux actionnaires de les simplifier en prévoyant que les notifications devront dorénavant être effectuées par écrit (par exemple par courrier électronique), et non plus obligatoirement par lettre recommandée avec avis de réception.

2.5.2. Mise en conformité avec les dispositions légales (vingt-septième résolution)

Il est proposé aux actionnaires de mettre en conformité les statuts avec les dispositions légales applicables et de modifier à cet effet :

- l'article 16 des statuts relatif à la rémunération des administrateurs afin d'indiquer expressément que la répartition de la rémunération des administrateurs est effectuée selon les modalités prévues par la réglementation, celle-ci devant en effet être réalisée conformément à la politique de rémunération des administrateurs ;
- l'article 23 des statuts relatif aux conventions réglementées afin de modifier la référence textuelle indiquée dans les statuts et la remplacer par celle issue de l'ordonnance n°2020-1142 du 16 septembre 2020 créant un nouveau chapitre dans le Code de commerce dédié aux sociétés cotées.

3. Exposé des motifs des résolutions à titre ordinaire

3.1. Pouvoirs (vingt-huitième résolution)

Pour finir, la vingt-huitième résolution concerne les pouvoirs devant être consentis en vue d'accomplir les formalités consécutives à la tenue de l'assemblée générale, en particulier les formalités de dépôt et de publicité.

4. Indication sur la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice 2021

Les informations relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2020, aux événements intervenus depuis le début de l'exercice 2021 et aux perspectives du Groupe sont disponibles dans le Document d'enregistrement universel 2020 de la Société disponible sur le site Internet de la Société (www.faurecia.com) et sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org).

Le communiqué de presse relatif aux ventes du premier trimestre 2021, disponible sur le site Internet de la Société (www.faurecia.com), complète ces informations.